

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26  
Présents : 22  
Procuration(s) : 2  
Absent(s) : 2  
Nombres de votants : 24  
Votes pour : 24  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL\_CP2023\_0131

RELATIVE A LA SIGNATURE DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL  
CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHE N°19-098  
(Lot n°2.03 Charpente métallique et enveloppe Coconi)

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillères départementales représentées :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC  
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL\_2021\_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission permanente ;

**Vu** la délibération N°DL\_AP2023\_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;

**Considérant** le rapport n°2023-1866 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** l'avis de la Commission Administration Générale, Transports et Transition Écologique en date du 06 juillet 2023 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentées,  
Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

**Article 1 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer le protocole transactionnel pour solder financièrement le marché N°19-098 (Lot n°2.03 Charpente métallique et enveloppe Coconi) ;

**Article 2 :** En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de Justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**



**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL  
CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHE N°19-098  
Lot n°2.03 Charpente métallique et enveloppe Coconi**

**ENTRE :**

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE**, ayant son siège 8, rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par son président en exercice, dûment habilité par délibération de l'assemblée du conseil départemental n°... en date du ... 2023 (*Annexe n°1*),

Ci-après le « **DEPARTEMENT** »,

**ET :**

**ALKAR MAYOTTE SARL**, SARL inscrite au RCS de Mamoudzou sous le numéro 819 625 443, dont le siège est BAL n°38 Place Mariage CS 73904, 97600 Mamoudzou, prise en la personne de son représentant légal,

**ALKAR SCOP**, société coopérative de production à forme anonyme inscrite au RCS de Mamoudzou sous le numéro 327 115 226, dont le siège est ZA René Elissabide, 14 avenue René Elissabide, 64130 Mauléon Licharre, prise en la personne de son représentant légal,

Ci-après « **ALKAR** »,

Ci-après ensemble les « **PARTIES** ».

Envoyé en préfecture le 27/07/2023  
Reçu en préfecture le 27/07/2023  
Publié le  
ID : 976-229850003-20230727-DL1207230131-DE

**CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION**  
**Lot n°1.03 Charpente métallique**

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :**

1. Dans le cadre de l'aménagement de pôles d'échanges pour le réseau des lignes de transport sur les sites de Chirongui-Coconi et Dzoumogné, le DEPARTEMENT a notifié le 25 juin 2019 à un groupement conjoint composé d'ALKAR et de SCOP ALKAR (ci-après le GROUPEMENT) un marché portant sur la fourniture et la pose des ossatures métalliques, couvertures, bardages et évacuation des eaux pluviales sur le site de Coconi pour un montant 526 802 € (Lot n°2.03 - marché n°19-098) (ci-après le « Marché »).

2. Le 4 juillet 2019, un OS n°1 de démarrage de la période de préparation préalable à l'exécution des prestations du Marché a été notifié à ALKAR.

Partant, le GROUPEMENT a réalisé les études, approvisionné les matériaux et fabriqué la charpente (représentant environ 80% du prix du Marché). Les matériaux ont été livrés au port de Mamoudzou dans 3 containers suivant le calendrier suivant :

	Numéro container	Lot	Date arrivée port (ETA)
Container 1	TRLU 641994/3	Lot 203	14/05/2020
Container 2	TRLU 641036/0	Lot 203	14/05/2020
Container 3	TRLU 408207/3	Lot 203	14/05/2020

3. Un OS de démarrage a été notifié le 28 octobre 2020. Toutefois, alors que les matériaux étaient livrés, l'exécution du Marché a été impactée par des retards de plusieurs années causés par la crise sanitaire, la défaillance de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre, et le retard de DEPARTEMENT à résilier le marché de cette dernière.

Du fait de ces retards, le GROUPEMENT a donc été contraint de supporter des frais d'immobilisation des matériaux puisque ces derniers sont restés au port, avec une charge importante de frais de stockage et surestaries au sein du terminal facturés par la compagnie maritime et n'a pu débiter la pose.

4. Le 2 novembre 2022, ALKAR a déposé un mémoire en réclamation pour être indemnisée des préjudices que lui causent ces interruptions. Il est réclamé :

- 89 815 € au titre des immobilisations matérielles et des matériaux,
- 7 729, 93 € au titre des intérêts moratoires,
- 266 561, 58 € au titre du « défaut de couverture des frais fixes »,

Soit au total 364 106, 51 €.

6. Dans ce contexte, les PARTIES se sont rapprochées afin de rechercher une solution amiable à leur différend.

Après avoir pris la mesure de leur désaccord, en pleine connaissance de leurs droits respectifs, et après s'être mutuellement consenties des concessions, les PARTIES ont décidé de conclure le présent protocole transactionnel (ci-après le « Protocole »).

Ce préambule (ci-après le « Préambule ») fait partie intégrante du Protocole.

Page 2 sur 2

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1 – OBJET

Le présent Protocole a pour objet de :

- Résilier amiablement le Marché ;
- Solder financièrement le Marché ;
- Mettre fin aux litiges nés ou à naître entre les Parties et ayant trait aux éléments rappelés en Préambule, sous réserve d'une exécution complète des engagements pris par chacune d'entre elles dans le cadre du Protocole.

A cette fin et sans aucune reconnaissance de responsabilité de la part des PARTIES, ni du bien-fondé de leurs positions et de leurs prétentions respectives, les PARTIES s'accordent sur des concessions réciproques, à titre transactionnel.

#### ARTICLE 2 – RESILIATION AMIALE DU MARCHÉ

Les PARTIES conviennent que le présent Protocole a pour effet de résilier amiablement le Marché qui les lie à compter de sa date d'entrée en vigueur.

#### ARTICLE 3 – CONCESSIONS RECIPROQUES

Les PARTIES affirment que le Protocole traduit de part et d'autre l'existence de concessions réciproques, indiquées ci-après.

##### 3.1. Concessions du DEPARTEMENT

**3.1.1** Le DEPARTEMENT consent à indemniser le GROUPEMENT des sommes réclamées au titre d'une immobilisation de matériaux, soit quatre-vingt-neuf mille huit cent quinze (89 815) €, en considérant qu'elle relèvent :

- Pour partie de sujétions imprévues, c'est-à-dire des difficultés matérielles rencontrées lors de l'exécution du Marché, présentant un caractère exceptionnel, imprévisibles lors de la conclusion du contrat et dont la cause est extérieure aux parties (CE, 30 juillet 2003, n° 223445, *Commune de Lens*),
- Pour partie d'une résiliation tardive du marché de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre par le DEPARTEMENT, le 15 mars 2022.

Par ailleurs, ALKAR a produit les factures des immobilisations, démontrant la certitude du préjudice allégué.

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

**CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION  
Lot n°1.03 Charpente métallique**

Envoyé en préfecture le 27/07/2023  
Reçu en préfecture le 27/07/2023  
Publié le 28/07/2023  
ID : 976-229850003-20230727-DL1207230131-DE

**3.1.2** Le DEPARTEMENT consent à indemniser ALKAR d'une partie des sommes réclamées au titre de sa perte en industrie, résultant de l'allongement de la durée d'exécution du Marché, soit la somme de quatre-vingt-dix-huit mille huit cent trente-quatre (98 834) €, en considérant :

- Qu'un maître d'ouvrage peut répondre des conséquences dommageables résultant du non-respect du délai contractuel des travaux, lesquelles consistent en une perte de productivité résultant de l'impossibilité de couvrir les charges fixes par l'affectation sur d'autres chantiers des moyens matériels et humains de l'entreprise (CAA de Lyon, 17 décembre 2009, n°07LY01029) ;
- Que les retards dans le cadre de l'exécution du Marché, non imputables à ALKAR, sont démontrés par ALKAR dans sa réclamation ;
- Un taux de marge raisonnable, s'appuyant sur l'analyse des comptes d'ALKAR au 30 juin 2020, ainsi que sur le taux de marge brut moyen dans les entreprises du secteur de la construction en France en 2020 mesuré par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2015613>).

**3.1.3** Le DEPARTEMENT règlera les intérêts moratoires réclamés par le GROUPEMENT (2 décomptes mensuels auraient été réglés avec retard) soit la somme de sept mille sept cent trente (7 730) € euros.

**3.1.4** Il est précisé que ces indemnités d'un montant total de cent quatre-vingt-seize mille trois cent soixante-dix-neuf (196 379) € sont sans incidences sur les sommes à réglées par le DEPARTEMENT à ALKAR en application du décompte de résiliation du Marché.

## **3.2. Concessions du GROUPEMENT**

**3.2.1** ALKAR reconnaît également avoir été indemnisés de l'ensemble des préjudices que lui a occasionné l'exécution du Marché.

ALKAR renonce de manière définitive à toutes réserve, réclamation, instance ou recours nés ou à naître, sur quelque fondement juridique que ce soit, à l'encontre du DEPARTEMENT, son éventuel assureur ou ses agents, ou leurs ayants droits, afin d'obtenir une quelconque indemnisation des préjudices qu'ils estiment avoir subi du fait de l'exécution du Marché jusqu'à la date de signature du présent Protocole.

Cette renonciation inclut notamment toutes les sommes réclamées à ce jour, et notamment celle de la réclamation du 2 novembre 2022 visée en Préambule.

**3.2.2** ALKAR garantit le DEPARTEMENT contre tout recours éventuel intenté par un de ses co-traitant ou sous-traitant à l'encontre du DEPARTEMENT pour obtenir une quelconque indemnisation résultant de l'exécution ou de la résiliation du Marché.

**3.2.3** Sur demande du DEPARTEMENT, ALKAR s'engage à fournir toutes les pièces nécessaires à la pose de la charpente et de la couverture, moyennant rémunération et délai de livraison qui sont à définir d'un commun accord.

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP



## ARTICLE 4 – DATE D'EFFET – EXECUTION - DOMICILE

### 4.1. Date d'entrée en vigueur du Protocole

Le Protocole est soumis à l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT.

Le Protocole entrera en vigueur après sa signature par les PARTIES dûment habilitées à cet effet, de sa transmission au représentant de l'Etat, et de la levée des conditions suspensives de l'article 4.2 ci-après.

La transmission au représentant de l'Etat devra être réalisée par le DEPARTEMENT dans un délai maximal de 8 jours à compter de l'autorisation donnée au Président de signer le Protocole.

### 4.2. Conditions suspensives

Le Protocole n'entrera en vigueur qu'à la levée de toutes les conditions suspensives suivantes :

- 1) La signature d'un procès-verbal, par ALKAR et ETG, visant à constater et inventorier les fournitures remises par ALKAR au DEPARTEMENT dans le cadre de l'exécution du Marché sur le site de Coconi.

Dans ce cadre, le DEPARTEMENT mettra à disposition de (i) un camion plateau 12m avec une grue, (ii) un chariot télescopique rotatif 21 m et (iii) 4 personnes pendant une semaine et demie sous la supervision du conducteur de travaux d'ALKAR.

- 2) La transmission par ALKAR d'un plan d'assemblage intelligible de toute la structure (type notice IKEA).
- 3) L'établissement d'un décompte de résiliation du Marché accepté et signé sans réserve par les PARTIES, interdisant notamment à ALKAR de déposer ultérieurement un mémoire en réclamation.

Si les conditions n'ont pas été levées par les PARTIES au plus tard le 31 décembre 2023, alors le Protocole sera frappé automatiquement de caducité, ou à défaut de nullité, sans qu'aucune des PARTIES puisse rechercher la responsabilité de l'autre en raison de la non-levée de ces conditions suspensives.

### 4.3 Calendrier de règlement

Les montants à régler par le DEPARTEMENT, résultant de l'application du décompte de résiliation et du Protocole, seront réglés dans un délai de 30 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole.

Le paiement de ces sommes dues par le DEPARTEMENT sera effectué par le comptable assignataire du DEPARTEMENT, sur présentation des justificatifs suivants :

Page 5 sur 5

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP

**CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION  
Lot n°1.03 Charpente métallique**

Envoyé en préfecture le 27/07/2023  
Reçu en préfecture le 27/07/2023  
Publié le 28/07/2023  
ID : 976-229850003-20230727-DL1207230131-DE

- Un exemplaire signé du Protocole,
- Un exemplaire signé sans réserve par les PARTIES du décompte de résiliation du Marché,
- La délibération autorisant la signature du Protocole, et
- La preuve de la transmission du Protocole au contrôle de légalité.

Le règlement sera effectué sur le compte d'ALKAR MAYOTTE SARL.

ALKAR MAYOTTE SARL fera son affaire du règlement de la quote-part éventuellement due à ses co-traitants et sous-traitants, notamment ALKAR SCOP. La responsabilité du DEPARTEMENT ne saurait être engagée quant au règlement de ces sommes.

#### **4.4 Domicile**

Pour l'exécution des présentes, les PARTIES font éléction de domicile en leur siège sus-indiqué.

### **ARTICLE 5 – TRANSACTION**

Les PARTIES rappellent que la présente transaction est expressément soumise aux dispositions du titre XV du livre III du code civil « Des transactions » (Articles 2044 à 2052).

Elles n'emportent en aucun cas reconnaissance, par une partie, de sa responsabilité ou acquiescement aux positions et prétentions de l'autre partie.

Chacune des PARTIES garantit à l'autre qu'elle est autorisée et habilitée sans restriction à conclure le Protocole.

Chacune des PARTIES reconnaît être parfaitement informée de la teneur et de l'étendue de ses droits. Elle consent librement et sans contrainte au Protocole après avoir pesé l'ensemble de ses avantages et inconvénients.

Sous réserve de la pleine exécution des engagements pris par application du présent Protocole transactionnel, les PARTIES reconnaissent, par l'effet dudit Protocole, être mutuellement remplies dans leurs droits respectifs et intégralement désintéressées l'une envers l'autre de toute prétention afférente aux faits mentionnés dans ledit Protocole et s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux termes des présentes.

Toute disposition du Protocole qui viendrait à être déclarée illégale, nulle ou inapplicable par toute juridiction ou autorité, de quelque ordre qu'elle soit, entraînera la nullité de l'ensemble du Protocole. Dans une telle hypothèse néanmoins, les PARTIES conviennent de se concerter et de tout mettre en œuvre afin d'intégrer dans le Protocole une nouvelle clause ayant pour effet de rétablir la volonté commune des PARTIES, dans le respect des lois et règlements applicables.

Par exception, si l'alinéa 2 de l'article 6 du Protocole donnant compétence au tribunal administratif de Bordeaux devait être déclaré illégal, nul ou inapplicable par toute juridiction ou autorité, de quelque ordre qu'elle soit, il deviendrait sans effet devant ladite juridiction ou autorité, mais ne saurait porter atteinte aux autres dispositions du Protocole.

Page 6 sur 6

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP



ARTICLE 6 – COMPETENCE

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du Protocole, les PARTIES s'efforceront de s'entretenir à l'amiable par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels. A défaut, les juridictions administratives sont compétentes pour tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution du Protocole.

Le tribunal administratif de Bordeaux est compétent en première instance.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Les PARTIES s'obligent à garder confidentiel tant l'existence que le contenu du Protocole, sous réserves, d'une part, des formalités à accomplir par le DEPARTEMENT en vue d'assurer sa conclusion et son exécution et, d'autre part, de leurs obligations légales respectives et notamment la possibilité pour ALKAR de remettre ce protocole à son commissaire aux comptes.

ARTICLE 8 – FRAIS

Chacune des PARTIES garde à sa charge les frais qu'elle a exposés pour l'établissement du Protocole.

\*\*\*

Sont annexées à la transaction, comme en faisant intégralement partie, les pièces suivantes :

- Annexe 1 : Décision de l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT autorisant son président à à signer le Protocole.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Pour le DEPARTEMENT	Le  A	Signature :
Pour ALKAR MAYOTTE	Le  A	Signature :
Pour ALKAR SCOP	Le  A	Signature :

Paraphe :

Le DEPARTEMENT	ALKAR MAYOTTE SARL	ALKAR SCOP